

Article

« La question du chômage et le caractère distinctif de l'électorat québécois au scrutin fédéral de 1993 »

François-Pierre Gingras, Benoît Gauthier et Frank Graves

Revue québécoise de science politique, n° 27, 1995, p. 51-120.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/040370ar>

DOI: 10.7202/040370ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

LA QUESTION DU CHÔMAGE ET LE CARACTÈRE DISTINCTIF DE L'ÉLECTORAT QUÉBÉCOIS AU SCRUTIN FÉDÉRAL DE 1993

François-Pierre Gingras

Université d'Ottawa

Benoît Gauthier et Frank Graves

*Les Associés de recherche Ekos*¹

Cet article s'efforce de tracer des liens entre l'enjeu dominant de la campagne électorale fédérale de 1993 et l'appui aux formations politiques, en cherchant à vérifier l'hypothèse que les choix particuliers de chaque région du Canada reflètent des attitudes différentes à l'égard de cet enjeu. Ayant décrit comment l'importance du chômage comme enjeu électoral varie selon les régions du pays, on montre que l'attribution d'une priorité à cet enjeu plutôt qu'à un autre est liée aux choix partisans, dont certains seulement sont constants à travers le Canada. On montre qu'une étiquette regroupant le «reste du Canada» est trompeuse parce qu'elle masque de nombreuses particularités régionales. Ceci amène naturellement les auteurs à aborder la question du caractère soi-disant encore plus distinctif du Québec. L'article

François-Pierre Gingras, département de science politique,
Université d'Ottawa, Ottawa (Ontario), K1N 6N5.

Benoît Gauthier et Frank Graves, Les Associés de recherche Ekos, Ottawa.

1. Cet article a été écrit par François-Pierre Gingras. La collecte des données et leur traitement informatique ont été réalisés par les Associés de recherche Ekos sous la direction de Benoît Gauthier et Frank Graves, qui ont aussi participé ainsi que Jean Laponce et Christa Scholtz, aux analyses préliminaires présentées aux congrès annuels de la Société québécoise de science politique et l'Association canadienne de science politique (Gingras et al., 1994a, 1994b).

conclut que des conditions économiques objectives, comme le taux de chômage et le fait d'être chômeur, ou une attitude non politique, comme l'insécurité d'emploi, sont moins pertinentes eu égard aux choix partisans que l'association établie par l'électeur entre cette question économique et la position d'un parti politique, association qui manifeste sans doute l'habileté des partis soit à façonner l'opinion publique, soit à s'identifier au courant d'opinion dominant dans certains milieux à propos des questions économiques.

I- LA PROBLÉMATIQUE

Le scrutin fédéral de l'automne 1993 transforme profondément le paysage politique canadien. Cet article cherche à clarifier au moins partiellement le caractère distinctif de l'électorat québécois, par rapport à l'électorat du reste du Canada. À cette fin, il se penche essentiellement sur les choix partisans et leurs liens avec divers indicateurs des enjeux dominants de la campagne électorale, en particulier la question du chômage. Pour ce faire, il s'appuie principalement sur les données recueillies à l'occasion d'un sondage préélectoral indépendant des médias et des formations partisans.

A- L'hypothèse

Rappelons d'abord les résultats. Si l'on fait abstraction de la transposition des votes en sièges, l'importance du réalignement électoral tient à l'effondrement des appuis du Parti progressiste-conservateur et à l'émergence de deux nouvelles formations : le Bloc québécois et le Parti réformiste. Comme on le sait, le Bloc, de tendance indépendantiste, recueille environ la moitié des votes québécois, tandis que le Parti réformiste s'impose dans l'Ouest canadien comme principale force d'opposition. De son côté, le Parti libéral balaie les provinces de l'Atlantique tout en mobilisant assez d'appuis en Ontario pour s'assurer d'une majorité de sièges à

la Chambre des communes et former un gouvernement majoritaire.

Tableau 1: Répartition des votes aux élections du 25 octobre 1993

	Québec	Reste du Canada
Parti libéral	33%	46%
Bloc québécois	49%	s/o
Parti réformiste	s/o	25%
Progressiste-conservateur	14%	16%
NPD	2%	9%
Autres	3%	4%

Données compilées à partir des résultats officiels.

Le tableau 1 illustre combien le Québec et le reste du Canada présentent des scènes bien distinctes au plan des appuis partisans lors du scrutin fédéral de 1993. Il serait ridicule de nier le caractère distinctif de la société québécoise et de ses expressions politiques. On peut cependant se demander si ce caractère distinctif du Québec n'est pas utilisé abusivement pour expliquer n'importe quel choix politique collectif.

À première vue, certes, le succès du Bloc québécois manifeste l'existence de divergences larges quant aux critères qui influencent les choix électoraux fédéraux des électeurs québécois et du reste du Canada. Au Québec en particulier, l'option constitutionnelle du Bloc démarque ce parti des autres. En effet, tous les sondages effectués au cours de la campagne électorale montrent clairement que la très grande majorité des appuis au Bloc québécois proviennent de

personnes en faveur de la souveraineté-association ou de l'indépendance².

Reste qu'à l'automne 1993 l'ensemble de l'électorat canadien rejette massivement³ le gouvernement progressiste-conservateur au terme d'une campagne dominée par un thème principal, la lutte au chômage, et un thème secondaire, la lutte au déficit.

Il y a au moins quatre façons d'expliquer les liens entre les enjeux de la campagne de 1993 et le caractère distinctif des choix collectifs fédéraux de l'électorat québécois. Ces explications composent une espèce de typologie des choix électoraux fédéraux, à l'automne 1993, reposant sur la prémisse qu'à cet égard le Canada se compose soit de deux, soit de plusieurs solitudes ou cocons⁴ dont les attitudes vis-à-vis des thèmes électoraux sont soit différentes, soit semblables :

- ou bien le Québec manifeste un ensemble de choix distinctifs et le reste du Canada manifeste un autre ensemble cohérent de choix

- et alors (1) les choix reflètent des attitudes typiquement québécoises différentes de celles du reste du Canada face aux enjeux électoraux (deux cocons: à motivations distinctes, choix distincts)

2. Le sondage Ekos utilisé dans cet article révèle que les appuis au Bloc québécois proviennent à 56% de partisans de la souveraineté-association et à 27% de partisans de l'indépendance. Les autres principaux partis recrutent une majorité de fédéralistes.

3. À ce propos, les sondages signalent une débâcle conservatrice dès le début de l'année 1993. L'ascension de Kim Campbell n'est qu'un feu de paille qui séduit temporairement l'opinion publique au cours du printemps; un examen attentif des sondages tout au long de l'année 1993 montre en effet que les appuis aux conservateurs s'équivalent en février et en octobre (Gingras *et al.*, 1994b). En somme, la course à la direction du Parti progressiste-conservateur n'a qu'un effet perturbateur sur le réalignement des tendances partisans à long terme.

4. Nous préférons *cocon* à *solitude*, car cette dernière suggère un abandon ou un retrait par rapport à la vie sociale, tandis qu'un cocon constitue un milieu de vie en développement.

- ou encore (2) les choix particuliers du Québec reflètent, mais de façon distinctive, des attitudes semblables à celles du reste du Canada face aux enjeux électoraux (deux cocons: à motivations semblables, choix distincts);

■ ou bien le Québec manifeste un ensemble de choix distinctifs et chacune des autres régions du Canada manifeste aussi des choix distinctifs

- et alors (3) les choix particuliers de chaque région reflètent des attitudes différentes face aux enjeux électoraux (plusieurs cocons: à motivations distinctes, choix distincts)

- ou encore (4) les choix particuliers de chaque région ne témoignent que de façons différentes de refléter des attitudes semblables face aux enjeux électoraux (plusieurs cocons: à motivations semblables, choix distincts).

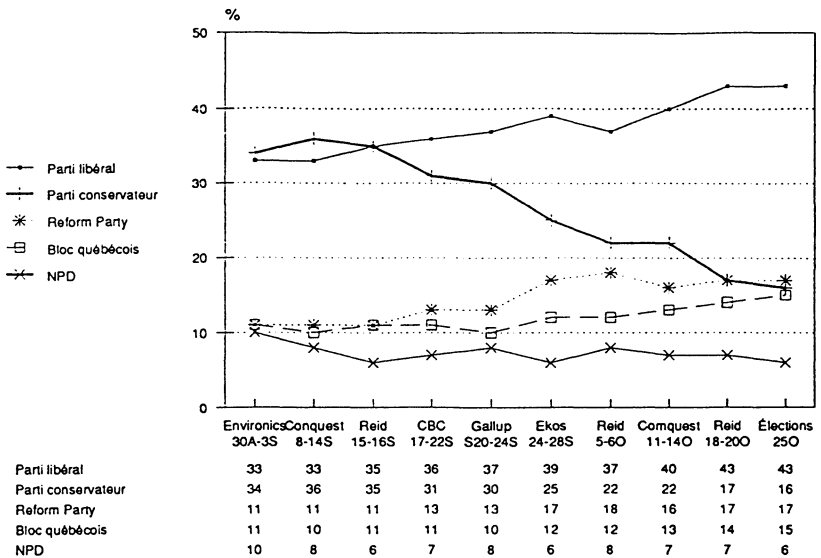
Notre doute méthodique nous amène à faire l'*hypothèse nulle* que, dans chaque grande région du Canada, on peut distinguer empiriquement des rapports différents entre les enjeux principaux de la campagne et les choix collectifs de l'électorat -- en d'autres mots que chaque grande région du Canada possède sa spécificité bien marquée dans le système politique fédéral (ce qui correspond à l'explication #3).

B- L'approche

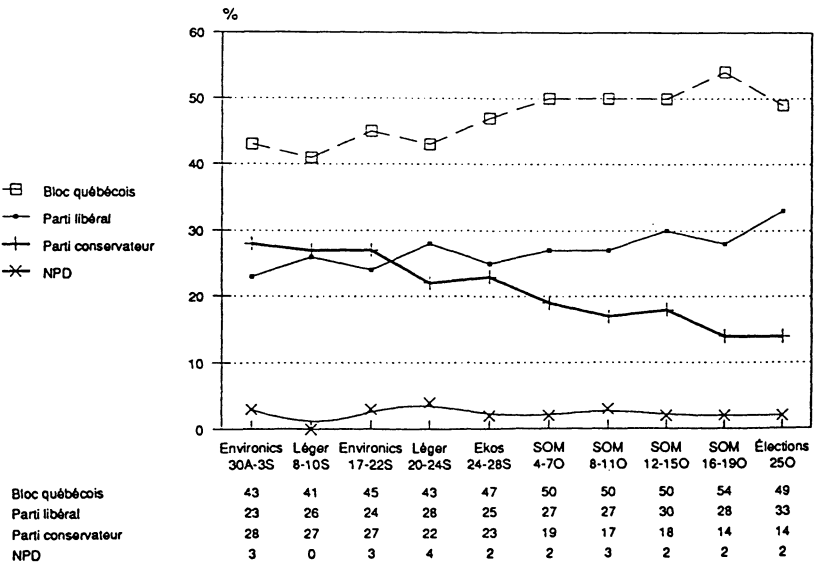
Pour vérifier pleinement cette hypothèse, il faudrait connaître les facteurs qui motivent chaque personne au moment de faire une croix sur le bulletin de vote, ce qui est impossible. On peut cependant utiliser des données de sondage pour estimer l'importance respective des enjeux électoraux lorsque les gens expriment des préférences partisans.

Dans la mesure où les campagnes électorales sont témoins d'une évolution de l'opinion publique, chaque sondage ne présente qu'une image imparfaite et passagère de l'électorat. La campagne électorale fédérale de 1993 donne cependant lieu à des sondages d'opinion nombreux utilisant souvent des échantillons plus vastes qu'à l'habitude. Ils signalent tôt l'écart grandissant entre les libéraux et les

Graphique 1 : Évolution de l'opinion publique canadienne pendant la campagne électorale de 1993



Graphique 2 : Évolution de l'opinion publique québécoise pendant la campagne électorale de 1993



progressistes-conservateurs (voir le graphique 1 pour l'ensemble du Canada et le graphique 2 pour le Québec) de même que la chute des néo-démocrates et la solidité des appuis aux nouveaux partis: les réformistes avec 40% du vote dans l'Ouest et le Bloc québécois avec 45% à 50% du vote au Québec. Dans l'ensemble, les médias publient les résultats de façon prudente, tout en suggérant que les grandes tendances observables relèvent d'un vote de protestation plutôt que d'un vote idéologique. S'il s'agit d'un vote de protestation, est-il relié aux principaux thèmes électoraux de la campagne?

Le sondage mené par les Associés de recherche Ekos⁵ révèle qu'un mois avant l'élection une pluralité de Canadiens (39%) affirment que ce sont les programmes des partis qui influencent le plus leur choix⁶. Ce facteur vient en tête dans chaque région du Canada, même si le tableau 2 révèle d'importantes variations régionales. Suivent, dans l'ordre, le parti et ses accomplissements passés (16%), l'aversion pour les autres formations (16%), les chefs (12%) et les candidats locaux (5%). L'importance accordée aux programmes rend primordial l'examen de ce que la population pense des *enjeux* ou thèmes électoraux, si l'on veut découvrir en quoi la campagne électorale pourrait révéler une différenciation significative des électorats québécois et non québécois.

5. Voir en annexe la notice méthodologique. Consulter les graphiques 1 et 2 pour situer le sondage Ekos par rapport à l'évolution de l'opinion publique au cours de la campagne.

6. Il s'agit surtout du programme qu'on favorise (35 %), mais parfois aussi des programmes qu'on n'appuie pas (4 %).

Tableau 2 : Les facteurs des choix partisans tels qu'identifiés par l'électorat, par région.

	Moyenne canadienne (%)	Atlantique (%)	Québec (%)
Le programme du parti	35	28	36
L'aversion pour les autres programmes	4	2	2
Le parti et ses accompliss. passés	16	18	16
L'aversion pour les autres partis	16	8	14
Le chef du parti	12	18	12
L'aversion pour les autres chefs	3	3	3
Le candidat local	5	12	4
L'aversion pour les autres candidats	1	0	1
Autres facteurs	5	4	6
Ne sait pas	4	7	5
100% (N)	(1125)	(152)	(379)

Les nombres de chaque colonne s'additionnent pour donner 100% correspondant au nombre de répondants. N pondéré pour la moyenne canadienne, non pondéré pour les régions individuelles.

Test du chi-carré : $p < 0,01$ (différences significatives).

Source : sondage Ekos.

	Ontario (%)	Prairies (%)	Colombie-Britannique (%)
Le programme du parti	33	36	45
L'aversion pour les autres programmes	6	3	3
Le parti et ses accompliss. passés	19	15	7
L'aversion pour les autres partis	17	21	14
Le chef du parti	10	9	13
L'aversion pour les autres chefs	3	1	3
Le candidat local	6	2	5
L'aversion pour les autres candidats	1	0	0
Autres facteurs	4	8	6
Ne sait pas	3	4	3
100% (N)	(296)	(150)	(148)

Les nombres de chaque colonne s'additionnent pour donner 100% correspondant au nombre de répondants.

Test du chi-carré : $p < 0,01$ (différences significatives).

Source : sondage Ekos.

En privilégiant les enjeux, il va de soi qu'avec la popularité du Bloc québécois, la question nationale occupe une place beaucoup plus importante au Québec que dans le reste du Canada. C'est un caractère distinctif incontournable du paysage politique québécois. Au plan strictement logique, ceci n'implique cependant pas que d'autres enjeux différencient la scène fédérale du Québec de celle du reste du

Canada. En revanche, notre hypothèse propose qu'on puisse distinguer empiriquement, dans chaque grande région du Canada, des rapports différents entre les enjeux principaux de la campagne et les choix collectifs de l'électorat. Comme c'est la question du chômage qui a le plus retenu l'attention au cours de la campagne, cet article porte essentiellement sur celle-ci.

Des contraintes d'espace ne nous permettent pas de porter notre regard ici sur les attitudes de l'électorat face aux **acteurs** politiques, qu'il s'agisse des principaux partis fédéraux ou plus spécialement de leurs chefs. Nous ne nous attardons pas non plus sur les **stratégies** des électeurs et sur l'interprétation des conséquences que Québécois et non-Québécois attribuent à leurs choix électoraux respectifs, notamment en matière constitutionnelle. Nous gardons également pour une autre occasion l'examen des liens entre les choix partisans et diverses **caractéristiques personnelles** des électeurs québécois et non québécois.

II- L'ENJEU DU CHÔMAGE

A- Les thèmes prioritaires

Il est établi que certaines perceptions économiques ne sont pas sans lien avec les intentions de vote. Clarke, Leduc, Jenson et Pammett (1979) identifient trois déterminants économiques du vote: la pertinence, pour l'électeur, des questions économiques débattues (*issue salience*); l'association établie par l'électeur entre une question économique et la position d'un parti politique; une distribution inégale des opinions qui permette un réalignement des appuis partisans quand les deux premiers déterminants sont présents. Archer et Johnson (1988) précisent que ce ne sont pas les conditions économiques objectives qui priment dans la détermination du vote, mais bien l'habileté des partis à s'identifier au courant d'opinion majoritaire à propos des questions économiques.

Comme la première colonne du tableau 3 l'indique, à l'automne 1993, c'est bel et bien le chômage qui ressort le plus souvent (49%) comme préoccupation majeure de

l'électorat canadien, suivi du déficit (29%) et de divers autres thèmes confondus (22%).

Tableau 3 : Les thèmes électoraux prioritaires identifiés par l'électorat, par région.

	Chômage	Déficit	Tous les autres	100% (N)
Moyenne canadienne (%)	49	29	22*	(1489)
Moyenne hors Québec (%)	47	29	24	(1111)
Atlantique (%)	63	18	19	(203)
Québec (%)	53	29	18	(508)
Ontario (%)	52	22	26	(406)
Prairies (%)	41	39	20	(198)
Colombie-Britannique (%)	33	43	24	(192)

Les nombres de chaque rangée s'additionnent pour donner 100% correspondant au nombre de répondants.

N pondéré pour la moyenne canadienne et la moyenne hors Québec, non pondéré pour les régions individuelles.

*Éducation et formation de la main-d'œuvre (6%); fiscalité (6%); criminalité et justice (4%); identité canadienne, unité nationale et constitution, inégalités sociales (1% chacun); défense nationale, protection de la vie privée (moins de 1% chacun); divers thèmes mentionnés par les répondants (3%).

Test du chi-carré : Québec/reste du Canada : $p > 0,10$ (différences non significatives); cinq régions : $p < 0,01$ (différences significatives).

Source : sondage Ekos.

Quelques auteurs se sont penchés sur la problématique des rapports entre le chômage comme indicateur macro-économique des résultats électoraux, mais les conclusions ne se rejoignent pas toujours. Ayant étudié principalement les caractéristiques des électeurs, Archer et Johnson (1988) concluent qu'aucun enjeu électoral, pas même le chômage, n'a d'effet important sur les résultats des scrutins de 1974 à 1980.

Le recours à des données agrégées ne fournit pas de leçon concluante. Happy (1989) utilise des données agrégées par province; son modèle de vote rétrospectif l'amène à accorder plus de portée à des indicateurs micro-économiques comme le revenu disponible réel ou nominal. Il ne trouve pas de lien significatif entre d'un côté les taux de chômage, y compris leur variation, et de l'autre la part du vote (ou le changement dans la part du vote) recueillie par le parti au pouvoir. Pourtant, Johnston (1986) trouve que les Canadiens semblent davantage mus par la préoccupation du chômage que de l'inflation, encore que l'inflation paraisse liée plus étroitement à une aversion à court terme à l'endroit du gouvernement. Pour leur part, après avoir scruté les résultats électoraux fédéraux, Nadeau et Blais (1993) concluent que le chômage est la seule variable économique qui leur soit associée au plan statistique. Il faut dire que Nadeau et Blais apportent des modifications substantielles au modèle de vote rétrospectif de Happy, ce qui leur permet d'affirmer qu'une hausse de 1 % du taux de chômage (par rapport à la moyenne des cinq années précédentes) diminue de 2 % la part du vote qu'est susceptible de recueillir le gouvernement sortant. Enfin, Guérin et Nadeau s'intéressent aux élections québécoises et concluent à l'existence d'un "solide vote économique" (1995, p. 73) : la popularité des gouvernements québécois semble liée aux fluctuations du taux provincial de chômage.

Ici, nous nous préoccupons d'une seule élection fédérale, mais nous multiplierons les perspectives en vue de comparer l'utilité de différents indicateurs reliés au chômage, en particulier tels que nous les fournit le sondage Ekos. En examinant les liens entre ces indicateurs et les choix partisans dans chaque grande région canadienne, nous espérons faire

progresser le débat sur l'importance réelle du chômage comme enjeu électoral, tout en examinant attentivement le caractère «supposément distinct» des déterminants du vote chez l'électorat québécois.

1. Les thèmes prioritaires selon les régions du Canada

Il convient d'abord de comparer le Québec au reste du Canada quant à la priorité accordée aux différents enjeux électoraux (tableau 3). On ne trouve pas de différence significative au plan statistique entre les priorités au Québec et dans l'ensemble des autres provinces (seconde colonne du tableau 3) : la probabilité que les différences soient dues au hasard est inférieure à 0,05⁷. Cependant, l'étiquette regroupant le «reste du Canada» est trompeuse parce qu'elle masque des différences régionales qui peuvent tendre à s'annuler⁸.

En effet, d'une région du Canada à l'autre, la priorité accordée aux différents enjeux électoraux varie considérablement. En Ontario et au Québec, mais surtout dans les provinces de l'Atlantique, le chômage inquiète beaucoup plus que le déficit. Dans les provinces des Prairies, le déficit retient presque autant l'attention que le chômage. En Colombie-Britannique, la lutte au déficit dépasse clairement la lutte au chômage comme priorité. Le prétendu caractère distinctif de l'électorat québécois ne ressort pas de ce premier coup d'oeil : en comparant les cinq régions les unes aux autres, on trouve une différence statistique significative ($p < 0,01$) qui dénote que la priorité accordée au chômage varie de façon importante d'une région à l'autre. En somme,

7. On fixe habituellement à 0,05 le seuil sous lequel on qualifie de «significatives» les différences observables.

8. On notera avec amusement que si l'on fait le test du chi-carré pour les enjeux électoraux en comparant cette fois l'Ontario au reste du Canada (incluant le Québec), on obtient des différences significatives avec $p < 0,01$. Blalock (1972, p. 293-294) a bien raison d'écrire qu'avec des échantillons assez grands, on peut obtenir des résultats qui ont une signification statistique mais qui ne signifient pas grand-chose d'autre!

chaque région est "distincte" en ce qui a trait aux enjeux électoraux et il n'est pas opportun de regrouper l'Atlantique, l'Ontario, les Prairies et la Colombie-Britannique sous une étiquette «hors Québec»⁹.

Mais qu'en est-il du lien entre les thèmes prioritaires et les choix électoraux?

2. La priorité au chômage et les choix partisans

a) Portrait général

À la grandeur du Canada, comme le montre le premier pan du tableau 4, chez les gens qui expriment une préférence partisane, la majorité absolue (51%) des personnes donnant priorité au chômage soutiennent les libéraux; les partis progressiste-conservateur et réformiste récoltent respectivement seulement 18% et 10% des appuis des personnes accordant priorité au chômage. En revanche, celles qui privilégient la question du déficit sont plus susceptibles d'appuyer les progressistes-conservateurs (35%) ou les réformistes (28%) que les libéraux (22%). Comme on le verra ci-dessous, l'image varie légèrement d'une région du Canada à l'autre.

Quant au Bloc québécois, il se distingue en recueillant à peu près la même proportion d'appuis, quel que soit l'enjeu

9. Le chômage n'est pas qu'un enjeu électoral, mais un problème dont l'importance prédominante, bien que variable d'une région à l'autre, continue à ressortir depuis le scrutin de l'automne 1993: voir ainsi les résultats des sondages Gallup publiés périodiquement, par exemple dans *La Presse* du 31 juillet 1995.

Tableau 4 : Principaux thèmes électoraux prioritaires et choix partisans : moyenne canadienne.

	Sans les discrets		Avec les discrets	
Enjeu prioritaire :	chômage (%)	déficit (%)	chômage (%)	déficit (%)
Bloc québécois	12	12	9	10
Réforme	10	28	8	24
NPD	8	2	6	2
Libéral	51	22	38	18
Progressiste-conservateur	18	35	14	29
Autres	2	2	1	2
Discrets *			25	16
100% (N)	(530)	(357)	(702)	(423)

Les nombres de chaque colonne s'additionnent pour donner 100 % correspondant au nombre pondéré de répondants.

* «Ne sait pas» et sans réponse.

Test du chi-carré : chômage/déficit : $p < 0,01$
(différences significatives avec ou sans les discrets).

Source : sondage Ekos.

prioritaire¹⁰, soit 12 % tant chez ceux qui privilégient la lutte au chômage que chez ceux qui donnent la priorité au déficit.

b) *Analyse régionale*

Une analyse distincte de chaque région permet une perception plus fine des rapports entre l'enjeu prioritaire et le choix partisan. On observe un certain nombre de divergences régionales, mais surtout des similitudes.

À l'appui de l'hypothèse du caractère distinctif de chaque grande région canadienne, on trouve que, selon la région, ce sont différents partis qui recueillent plus que leurs adversaires le soutien des répondants donnant priorité à la lutte au déficit: le Parti progressiste-conservateur dans l'Atlantique (47 %), le Bloc québécois au Québec (39 %), le Parti libéral en Ontario (33 %) ou le Parti réformiste dans les Prairies (38 %) et en Colombie-Britannique (44 %).

Si l'on examine plus attentivement les autres enjeux identifiés par le sondage Ekos, on discerne quelques autres particularités régionales, mais qui nous écartent de la problématique centrale de cet article. Seulement à titre d'illustration, mentionnons toutefois que, parmi les personnes jugeant que l'enjeu électoral le plus important est l'éducation et la formation professionnelle¹¹, on ne discerne aucune tendance pancanadienne, divers partis selon les régions se trouvant surreprésentés dans cette fraction de l'électorat¹².

10. Cette affirmation vaut également pour deux autres enjeux: le Bloc recueille presque autant d'appuis (11 %) chez ceux qui donnent la priorité à la réforme fiscale, à peine moins (9 %) chez ceux qui donnent la priorité à l'éducation et la formation de la main-d'œuvre. Il reçoit enfin 13 % des appuis de ceux qui donnent la priorité à l'ensemble des autres thèmes (y compris la question constitutionnelle).

11. Il ne s'agit cependant en tout que de 6 % de l'échantillon.

12. Au Québec, les bloquistes obtiennent un taux d'appui plus haut chez les personnes qui trouvent que l'enjeu électoral le plus important est l'éducation et la formation professionnelle que chez ceux qui privilégient la lutte au chômage ou au déficit; par rapport à leur taux d'appui chez ceux qui ont d'autres priorités, les progressistes-conservateurs sont surreprésentés

L'analyse log-linéaire¹³ de l'ensemble des données du tableau 5 atteste les différences significatives entre les enjeux privilégiés dans chaque région. En outre, si l'on regroupe dans une même catégorie les appuis au Bloc québécois (au Québec) et au Parti réformiste (hors Québec), l'analyse log-linéaire confirme aussi d'une part, les différences significatives entre les choix partisans des différentes régions et d'autre part, les différences significatives entre les choix partisans des personnes qui privilégient soit l'enjeu du chômage, soit celui du déficit.

dans l'Atlantique et en Ontario mais sous-représentés au Québec; les libéraux sont surreprésentés dans les Prairies mais sous-représentés au Québec; les réformistes sont sous-représentés en Ontario, dans les Prairies et en Colombie-Britannique; les discrets sont surreprésentés dans l'Atlantique, au Québec et en Ontario. Par surreprésentation, on entend, par exemple, qu'il y a 29% des répondants de l'Atlantique qui appuient le Parti progressiste-conservateur, mais 48% des répondants de l'Atlantique donnant la priorité à l'éducation et la formation professionnelle qui se rangent du côté de ce parti; il y a sous-représentation quand les pourcentages s'écartent dans l'autre sens. On trouve aussi des variations régionales eu égard à d'autres enjeux tels que la réforme de la fiscalité, la constitution, etc., mais si peu de répondants ont déclaré prioritaires ces autres thèmes que toute analyse approfondie est inopportune.

13. Test statistique pour les tableaux multidimensionnels de contingence, dont l'interprétation est analogue à celle du chi-carré. Ce test a été réalisé avec le logiciel *Oneman's Contingency Table Analysis* (OCTA). Pour tous les tableaux où figure la variable «choix partisans», on doit regrouper pour ce test les appuis au Bloc québécois et au Parti réformiste: d'une part, le test exige le même nombre de catégories par région et il faut que les mêmes catégories soient significantes dans chaque région; d'autre part, si l'on veut vérifier l'hypothèse nulle, il faut avoir une possibilité au moins théorique de trouver que, d'une certaine façon, le Québec n'est pas si différent du reste du Canada et donc considérer les appuis au Bloc québécois et au Parti réformiste comme des réactions équivalentes contre les trois partis traditionnels.

Tableau 5 : Principaux thèmes électoraux prioritaires et choix partisans : analyse régionale

	Atlantique		Québec	
Enjeu prioritaire :	chômage (%)	déficit (%)	chômage (%)	déficit (%)
Bloc québécois			31	39
Réforme	1	3		
NPD	6	2	1	1
Libéral	46	28	25	10
Progressiste-conservateur	23	47	15	27
Autres	1	3	2	1
Discrets *	23	17	25	23
100% (N)	(125)	(37)	(266)	(147)

	Ontario		Prairies	
Enjeu prioritaire :	chômage (%)	déficit (%)	chômage (%)	déficit (%)
Bloc québécois				
Réforme	9	24	15	38
NPD	7	0	10	4
Libéral	49	33	36	17
Progressiste-conservateur	12	30	10	28
Autres	1	1	0	2
Discrets *	23	11	29	12
100% (N)	(195)	(89)	(84)	(74)

	Colombie-Britannique	
Enjeu prioritaire :	chômage (%)	déficit (%)
Bloc québécois		
Réforme	25	44
NPD	10	2
Libéral	32	7
Progressiste-conservateur	9	27
Autres	1	3
Discrets *	23	16
100% (N)	(63)	(81)

Les nombres de chaque colonne s'additionnent pour donner 100 % correspondant au nombre pondéré de répondants.

* «Ne sait pas» et sans réponse.

Test du chi-carré pour choix partisans / deux enjeux : Atlantique, $p > 0,10$ (différences non significatives); Québec, $p < 0,05$; Ontario, Prairies, Colombie-Britannique, $p < 0,01$ (différences significatives).

Analyse log-linéaire de contingence multidimensionnelle pour choix partisans / deux enjeux : $p = 0,00$, pour choix partisans / régions : $p = 0,00$, pour deux enjeux / régions : $p = 0,00$ (différences significatives); pour choix partisans / deux enjeux / régions : $p = 0,13$ (différences non significatives entre les régions).

Source : sondage Ekos

À l'encontre de notre hypothèse nulle cependant, certaines constantes s'imposent. Comme l'indique le tableau 5, dans chaque grande région du Canada, sauf au Québec (où il arrive second derrière le Bloc québécois), le Parti libéral recueille plus que n'importe quel autre parti l'appui des répondants donnant priorité à la lutte au chômage. Dans chaque région aussi, les libéraux récoltent plus d'appuis chez les électeurs qui donnent priorité au chômage qu'auprès de ceux qui préconisent d'abord la lutte au déficit. On peut dire la même chose des discrets et, sauf au Québec où ils sont virtuellement absents, des néo-démocrates. À l'inverse, dans toutes les régions où ils sont présents, les progressistes-conservateurs et les réformistes récoltent plus d'appuis chez les électeurs qui donnent priorité au déficit qu'auprès de ceux qui préconisent d'abord la lutte au chômage.

Sauf dans l'Atlantique, il y a en somme un lien significatif entre les choix partisans et l'importance relative accordée au chômage ou au déficit comme enjeu prioritaire. Surtout, la nature précise de ce lien semble à première vue la même pour toutes les grandes régions du Canada, sauf au Québec, où le Bloc québécois devance tous les autres partis, peu importe l'enjeu estimé prioritaire, y compris l'éducation et la formation professionnelle, la réforme de la fiscalité et la constitution. Cependant si l'on fait tomber dans une même catégorie le Bloc québécois et le Parti réformiste, l'analyse log-linéaire des données du tableau 5 révèle qu'il n'y a pas de différence significative, d'une région à l'autre, dans les relations entre les choix partisans et les deux principaux enjeux électoraux.

Il faut donc conclure cette section en notant que, si certaines données du sondage Ekos appuient l'hypothèse nulle (#3) de différences régionales importantes quant aux enjeux et aux choix partisans, une analyse poussée contredit cette hypothèse au profit de l'hypothèse (#2) que les choix particuliers du Québec reflètent, mais de façon distinctive, des attitudes semblables à celles du reste du Canada face aux enjeux électoraux.

B- Les tensions dues au chômage

D'où vient qu'on accorde la priorité à un enjeu électoral précis (comme le chômage) plutôt qu'à un autre et que ceci influence l'appui à une formation politique? Sans doute plusieurs facteurs entrent-ils en ligne de compte, au premier chef desquels on trouverait sûrement les préoccupations personnelles et la couverture médiatique.

Théoriquement, on pourrait croire qu'un électeur sera porté à accorder la priorité à la lutte au chômage (et non à un autre enjeu) surtout si au moins l'une des conditions suivantes se réalise :

- directement ou par le biais des médias ou des leaders d'opinion de son milieu, il perçoit que le chômage est un problème aigu au pays, *a fortiori* s'il est particulièrement élevé dans son milieu de vie (région ou localité);
- à tort ou à raison, il craint que lui-même ou un membre de sa famille ne tombe en chômage dans un avenir rapproché;
- lui-même ou un membre de sa famille est présentement en chômage.

Nous examinerons successivement quelques données empiriques reliées à chacune de ces trois conditions: les variations du taux de chômage, la crainte du chômage et le fait d'être ou non chômeur.

1. Le taux régional de chômage

a) Le taux régional de chômage et la priorité au chômage

En septembre 1993, les taux régionaux désaisonnalisés de chômage sont d'autant plus élevés qu'on va d'est en ouest, passant de 13,7% dans les provinces de l'Atlantique à 9,3% en Colombie-Britannique, comme l'illustre le tableau 6.

Tableau 6 : Taux régional de chômage, priorité électorale au chômage et choix partisans

	Atlantique (%)	Québec (%)
Taux de chômage	13,7	12,8
Priorité au chômage	63	53
Insécurité d'emploi	43	38
Choix partisans :		
Bloc québécois		35
Réforme	1	
Libéral	41	19
P.C.	29	17
Autres (incl. NPD)	5	4
Discrets	24	25
100% (N)	(199)	(499)

	Ontario (%)	Prairies (%)
Taux de chômage	10,6	9,7
Priorité au chômage	52	41
Insécurité d'emploi	33	30
Choix partisans :		
Bloc québécois		
Réforme	12	25
Libéral	41	26
P.C.	20	17
Autres (incl. NPD)	5	10
Discrets	22	21
100% (N)	(387)	(195)

	Colombie-Britannique (%)
Taux de chômage	9,3
Priorité au chômage	33
Insécurité d'emploi	29
Choix partisans :	
Bloc québécois	
Réforme	35
Libéral	18
P.C.	19
Autres (incl. NPD)	9
Discrets	18
100% (N)	(185)

Les nombres de chaque colonne s'additionnent pour donner 100% correspondant au nombre de répondants. N pondéré pour la moyenne canadienne et la moyenne hors Québec, non pondéré pour les régions individuelles.

Test d'hypothèse bilatéral pour taux régional de chômage / proportion de répondants mentionnant le chômage comme enjeu le plus important : F significatif (1 et 3 degrés de liberté respectivement pour le taux de chômage et la priorité accordée à cet enjeu), $p < 0,03$. On préfère ici le test F au test du chi-carré parce que les deux variables sont continues.

Test d'hypothèse bilatéral pour taux régional de chômage / proportion de répondants craignant une perte d'emploi : F significatif (1 et 3 degrés de liberté respectivement pour le taux de chômage et l'insécurité d'emploi), $p < 0,001$. On préfère ici encore le test F au test du chi-carré parce que les deux variables sont continues.

Test du chi-carré pour taux régional de chômage / choix partisans : chacune des cinq régions : $p < 0,01$ (différences significatives). Même résultat en répartissant les discrets.

Source : sondage Ekos.

Le taux de chômage dans une région du Canada est associé de façon significative à la priorité que la population de cette région accorde au chômage de préférence aux autres thèmes électoraux: plus le chômage affecte une des cinq grandes régions du Canada, plus les habitants de cette région accordent d'importance à la question.

b) *Le taux régional de chômage et les choix partisans*

Le taux de chômage dans une grande région du Canada semble aussi associé de façon significative à certains choix partisans ($p < 0,01$), comme le montre le tableau 6. Si l'on fait abstraction du Québec, on peut percevoir une tendance au déclin des libéraux (de 41 % à 18 %) à mesure que le chômage diminue, d'est en ouest. Au Québec, où le taux de chômage est relativement élevé, c'est le Bloc québécois (avec 35 % des appuis) qui prend la relève du Parti libéral comme solution de rechange au Parti progressiste-conservateur. Cela demeure cohérent avec les conclusions de Nadeau et Blais (1993) et de Guérin et Nadeau (1995) pour qui la popularité du gouvernement semble liée aux fluctuations du taux de chômage, encore que ces auteurs s'intéressent plutôt aux variations dans le temps qu'aux différences régionales. En revanche, les progressistes-conservateurs obtiennent leur meilleur résultat dans l'Atlantique (29 %), précisément là où le chômage est le plus élevé. Par contre, ils obtiennent l'un de leurs pires résultats au Québec (17 %), qui vient au second rang pour le chômage. Ceci montre déjà combien l'analyse statistique des déterminants économiques peut être fragile. Mais ce qui frappe surtout dans le tableau 6, ce sont les appuis au Parti réformiste qui augmentent (de 1 % à 35 %) à mesure que le chômage diminue. Sans doute ne faut-il pas s'étonner que cette formation de droite, peu portée à donner la priorité aux programmes sociaux, ait vu le jour dans l'Ouest (où le chômage est le moins élevé au Canada) mais se trouve à l'automne 1993 peu organisée dans les provinces de l'Atlantique, réputées pour les plus hauts taux de chômage.

On semble donc en présence de certains liens entre ces trois variables: le taux régional de chômage, la présence dans

l'opinion publique régionale d'une priorité à la lutte au chômage et les choix partisans de cette région. Il est vrai que la présence de liens statistiques significatifs ne prouve pas que le taux de chômage d'une grande région du pays ait un effet distinct et déterminant sur les choix partisans de l'électorat. En théorie, la variable purement «régionale» pourrait en effet jouer indépendamment de la variable «chômage comme enjeu» et expliquer, par exemple, le succès du Parti réformiste dans l'Ouest canadien, où il a pris naissance en développant le thème de l'aliénation régionale face au Canada central et au gouvernement fédéral. Au sein même des Prairies, le sondage Ekos montre qu'en septembre 1993 les appuis pour le Parti réformiste passent de 7% au Manitoba à 14% en Saskatchewan et grimpent à 36% en Alberta, où le parti plonge ses racines, alors que cette croissance ne correspond pas à la variation des taux provinciaux de chômage¹⁴. L'importance potentielle de la variable régionale, voire provinciale, et ces premiers doutes quant au pouvoir explicatif du taux de chômage justifient une analyse plus approfondie.

2. Le taux local de chômage

Si, malgré tout, le taux de chômage exerce une influence pour conférer une priorité à la question de l'emploi et ainsi orienter les choix partisans, il est raisonnable de supposer que c'est parce que l'électeur prend conscience de la gravité du problème dans son milieu. Mais quel est véritablement ce milieu? Est-ce forcément la grande région, par exemple le Québec ou les Prairies? Si, comme on l'a vu plus haut, un faible taux de chômage favorise les réformistes au détriment des libéraux et des progressistes-conservateurs, l'interprétation devrait être encore plus convaincante en poussant l'analyse au niveau local.

14. En septembre 1993, les taux de chômage provinciaux sont les suivants: Manitoba, 9,4 %; Saskatchewan, 8,1 %; Alberta, 9,7 %.

En effet, non seulement le taux de chômage varie-t-il d'une province à l'autre dans les Prairies¹⁵ ou l'Atlantique¹⁶, mais encore y a-t-il au Québec et en Ontario des zones économiques plus petites et des agglomérations où le chômage est plus élevé qu'ailleurs: ainsi, le chômage n'a pas la même acuité à Sherbrooke qu'à Chicoutimi. On pourrait croire que l'électeur se réfère davantage à son milieu de vie immédiat plutôt que lointain quand il s'agit d'associer une question économique à la position d'un parti politique. C'est pourquoi il convient de raffiner l'analyse et de vérifier s'il y a un lien entre le taux de chômage dans la zone économique du répondant (taux de chômage «local») et son choix partisan.

Pour ce faire, nous avons inséré le taux local de chômage (en septembre 1993) dans les dossiers informatisés des répondants¹⁷ et fait un tri en identifiant trois types de localités: un tiers où le chômage est le plus élevé par rapport à la moyenne canadienne, un tiers où il est le plus faible et un tiers résiduel (taux de chômage «modéré» se rapprochant de la moyenne canadienne).

a) *Le taux local de chômage et la priorité au chômage*

(1) *Portrait général*

Pour l'ensemble du Canada, comme le montre le premier pan du tableau 7, il semble à première vue qu'un taux local de chômage élevé favorise en priorité la lutte au chômage (53 % contre 47 % pour l'ensemble des autres enjeux), tandis qu'un faible taux local de chômage prédispose, dans les mêmes proportions, à ne pas identifier le chômage comme priorité.

15. Voir note précédente.

16. Terre-Neuve, 19,6 %; Île-du-Prince-Édouard, 18,4 %; Nouvelle-Écosse, 14,7 %; Nouveau-Brunswick, 13,7 %.

17. Les Associés de recherche Ekos ont jumelé les numéros de téléphone des répondants aux taux de chômage dans les localités ou zones métropolitaines correspondantes d'après les données publiées par Statistique Canada pour septembre 1993.

Non seulement ceci correspond-il au sens commun, mais encore ces différences sont-elles significatives au plan statistique ($p < 0,01$). Et pourtant, cette image pancanadienne ne correspond à la réalité d'aucune des régions!

(2) Analyse régionale

En effet, le tableau 7 montre que l'Atlantique et le Québec accordent la priorité au chômage quel que soit son taux local. Les Ontariens sont plus portés à accorder la priorité au thème du chômage quand le chômage est faible

Tableau 7 : Taux local de chômage et thèmes électoraux prioritaires.

	Moyenne canadienne		Atlantique	
Taux local de chômage :	faible (%)	élevé (%)	faible (%)	élevé (%)
Chômage prioritaire	47	53	61	66
Autres priorités	53	47	39	34
100% (N) *	(978)	(434)	(62)	(116)

	Québec		Ontario	
Taux local de chômage :	faible (%)	élevé (%)	faible (%)	élevé (%)
Chômage prioritaire	53	53	53	45
Autres priorités	47	47	47	55
100% (N) *	(180)	(314)	(302)	(95)

	Prairies*	Colombie-Britannique*
Taux local de chômage :	faible (%)	faible (%)
Chômage prioritaire	46	33
Autres priorités	54	67
100% (N) *	(164)	(189)

Les nombres de chaque colonne s'additionnent pour donner 100% correspondant au nombre de répondants. (N pondéré pour la moyenne canadienne, non pondéré pour les régions individuelles).

*Les colonnes où il y a moins de huit répondants n'apparaissent pas au tableau.

Test du chi-carré (avec correction de Yates) : moyenne canadienne : $p < 0,025$ (différences significatives); Atlantique, Québec, Ontario : $p > 0,10$ (différences non significatives); Prairies, Colombie-Britannique : test inopportun.

Source : sondage Ekos.

que lorsqu'il est élevé¹⁸. Enfin, faute d'un nombre suffisant de répondants provenant de milieux où le taux local de chômage est élevé, les données pour les Prairies et la Colombie-Britannique ne permettent que de constater la priorité déclinante du chômage à mesure qu'on se dirige vers la côte pacifique. Encore une fois, chaque région manifeste d'une façon ou d'une autre son caractère distinct, ce qui à la fois relativise le caractère distinctif du Québec et confirme le peu de validité des tests statistiques portant sur des données pancanadiennes sans analyse régionale.

18. Mais cette différence n'est pas significative.

b) *Le taux local de chômage et les choix partisans*

Nous avons vu plus haut que le taux régional de chômage semble avoir quelque lien avec les choix partisans: le faible taux de chômage dans l'Ouest favorisant le Parti réformiste et son taux élevé dans l'Est favorisant soit le Parti libéral dans l'Atlantique, soit le Bloc québécois dans la Belle Province.

(1) *Le taux local de chômage et les choix partisans : portrait général*

Le tableau 8 montre au contraire que, pour le Canada pris dans son ensemble, la variation des taux locaux de chômage ne semble guère affecter le niveau d'appui aux libéraux (variation non linéaire entre 27% et 32%) et aux progressistes-conservateurs (variation entre 18% et 21%). En revanche, les réformistes paraissent recueillir des appuis nettement plus bas là où le chômage est le plus élevé (5% des appuis contre 17% ailleurs), contrairement aux bloquistes qui retirent plus d'appuis des endroits où le chômage est le plus marqué (20% des appuis contre 6% ou moins ailleurs). Comme nous avons appris à nous méfier des résultats issus d'un regard superficiel sur la réalité pancanadienne, procédons à une analyse régionale.

(2) Le taux local de chômage et les choix partisans : analyse régionale

Le tableau 8 occulte plusieurs particularités régionales¹⁹. Le tableau 9 détaille pour chaque région du Canada les liens plus ou moins étroits entre le taux local de chômage et les choix partisans.

Tableau 8 : Taux local de chômage et choix partisans

	Taux de chômage dans la zone économique immédiate du répondant (%)		
	Plus élevé que moy. can.	Proche de la moy. can.	Plus faible que moy. can.
Bloc québécois	20	4	6
Réforme	5	17	17
Libéral	29	32	27
Progressiste-conservateur	18	19	21
Autres (incl. NPD)	5	7	7
Discrets	24	21	22
100% (N)	(421)	(481)	(464)

Test du chi-carré : $p < 0,01$ (différences significatives. Mêmes résultats en répartissant les discrets.

Source : taux de chômage : Statistique Canada (septembre 1993); choix partisans : sondage Ekos.

19. Il n'est pas nécessairement fiable de faire un test statistique en utilisant les mêmes catégories pour chaque indicateur dans chaque région: non seulement les partis en présence varient-ils d'une région à l'autre, mais aussi en est-il du taux local de chômage observable. Ainsi, la presque totalité des répondants de Colombie-Britannique proviennent de localités où le taux local de chômage est parmi les plus faibles du Canada, ce qui nous force à exclure cette région de l'analyse dans cette section. Dans les Prairies, presque aucun répondant ne vient de localités où le taux local de chômage est parmi les plus élevés du Canada.

Tableau 9 : Taux local de chômage et choix partisans : analyse régionale

	Atlantique (%)			Québec (%)		
Chômage local :	faible	modéré	élevé	faible	modéré	élevé
Bloc québécois				32	36	37
Réforme	0	4	0			
NPD	14	7	3	3	5	1
Libéral	61	38	36	16	18	20
PC	11	25	33	22	16	16
Autres	0	3	1	2	2	2
Discrets	14	24	27	25	24	25
100% (N)	(8)	(53)	(114)	(112)	(66)	(307)

	Ontario (%)			Prairies (%)*		CB*
Chômage local :	faible	modéré	élevé	faible	modéré	faible
Bloc québécois						
Réforme	9	12	16	13	32	35
NPD	4	5	5	8	8	5
Libéral	42	40	44	26	23	19
PC	24	19	13	13	20	20
Autres	2	0	1	0	2	4
Discrets	20	24	20	39	14	18
100% (N)	(115)	(173)	(90)	(52)	(109)	(178)

Les nombres de chaque colonne s'additionnent pour donner 100% correspondant au N pondéré de cette ligne.

Les nombres en caractères **gras** attirent l'attention sur les cellules discutées dans le texte.

*Les colonnes où il y a moins de 8 répondants ont été éliminées du tableau.

Test du chi-carré : Atlantique, Québec, Ontario : $p > 0,10$ (différences non significatives); Prairies : $p < 0,01$ (différences significatives); Colombie-Britannique : test inopportun. Mêmes résultats en répartissant les discrets.

Analyse log-linéaire de contingence multidimensionnelle pour choix partisans / taux de chômage local : $p = 0,29$ (différences non significatives); pour choix partisans / régions : $p = 0,00$, pour taux de chômage local / régions : $p = 0,00$ (différences significatives); pour choix partisans / taux de chômage local / régions : $p = 0,01$ (différences significatives entre les régions).

Source : sondage Ekos (avec des données de Statistique Canada).

Dans toutes les régions, les appuis pour les candidats indépendants ou représentant les partis marginaux sont faibles et ne varient guère selon les taux locaux de chômage. La première ligne du tableau 9 montre qu'au Québec, les milieux où le chômage est le plus faible entraînent un taux moindre d'appuis au Bloc québécois (32%) que les milieux à chômage élevé (37%), mais la différence est ni considérable ni significative, contrairement à ce que le tableau 8 laisse croire²⁰. Les provinces de l'Atlantique sont les seules où les appuis néo-démocrates et libéraux semblent reliés au taux local de chômage: les milieux les moins touchés par le chômage y produisent un taux plus grand d'appuis au Parti libéral et au NPD que les milieux à chômage élevé. Mais l'échantillon est petit et les différences ne sont pas significatives dans l'Atlantique.

20. Cela est dû au fait que le Québec a plus que sa part de milieux où le taux local de chômage est élevé.

Encore dans l'Atlantique mais aussi dans les Prairies, les milieux où le chômage est le plus faible semblent entraîner un taux moins grand d'appuis au Parti progressiste-conservateur que les autres milieux. Au Québec et en Ontario, c'est le contraire: le chômage faible semble produire un taux plus grand d'appuis au Parti progressiste-conservateur, mais encore là, les différences ne sont pas significatives. Dans ce cas, les tendances observées au tableau 8 sont confirmées.

Le tableau 9 montre que les appuis au Parti réformiste sont trop bas dans l'Atlantique pour discerner une tendance par rapport au taux local de chômage. En revanche, en Ontario et surtout dans les Prairies, les milieux où le chômage est le plus faible entraînent un taux moins grand d'appuis aux réformistes que les autres milieux, ce qui est bien le contraire de ce que suggère le tableau 8. Reste la Colombie-Britannique, où le taux de chômage est l'un des plus faibles au Canada: c'est là que les réformistes recueillent le plus d'appuis parmi les répondants. Ce sont leurs succès exceptionnels en Colombie-Britannique qui expliquent la force relative des réformistes auprès de l'électorat des milieux moins touchés par le chômage qu'on observe pour l'ensemble du Canada au tableau 8 — mais cette perception est en bonne partie trompeuse, comme on vient de le voir en analysant chaque région.

On note donc qu'en Ontario, plus le taux local de chômage est faible, plus il tend à défavoriser les réformistes mais à favoriser les progressistes-conservateurs²¹. En revanche, dans les Prairies, un taux local de chômage faible éloigne l'électorat à la fois du Parti réformiste²² et du Parti progressiste-conservateur. Cela dit, le sondage Ekos montre 12% d'appuis aux progressistes-conservateurs aussi bien au Manitoba qu'en Saskatchewan; pourtant, la plupart des répondants manitobains vivent dans des milieux où le taux

21. Il faut toutefois retenir que, dans l'ensemble, les différences ne sont pas significatives en Ontario.

22. Voir cependant les variations provinciales soulignées à la note 14 ci-dessus.

local de chômage se rapproche de la moyenne canadienne tandis que presque tous les répondants de Saskatchewan proviennent de milieux où le taux local de chômage est plus faible. La capacité explicative de cette variable est donc très relative...

L'analyse log-linéaire atteste qu'il n'y a pas, pour l'ensemble des données figurant au tableau 9, de différences significatives entre les taux locaux de chômage et les choix partisans (si l'on regroupe le Bloc québécois et le Parti réformiste). Cette analyse confirme aussi qu'il y a cependant des différences significatives d'une région à l'autre dans les relations entre choix partisans et taux locaux de chômage.

Le tableau 9 révèle une autre discordance importante d'une région à l'autre. Elle concerne les électeurs discrets, ceux qui se déclarent indécis ou refusent de dévoiler leur choix partisan. Dans les Prairies, un faible taux local de chômage favorise la discrétion. Dans l'Atlantique, il tend à susciter la participation. Au Québec et en Ontario, il n'y est pas relié. Décidément, les particularismes régionaux semblent la norme! Si l'on aborde la question au plan provincial, c'est encore plus déroutant. Il faut d'abord nuancer la tendance observable dans les Prairies: il y a deux fois plus de discrets en Saskatchewan (33%), où le taux de chômage est le plus bas, qu'au Manitoba (18%) et en Alberta (16%), où il est plus élevé²³. Quant aux provinces de l'Atlantique, un taux local de chômage élevé semble favoriser la discrétion surtout parce que tous les discrets de Terre-Neuve proviennent de milieux où le taux local de chômage est très élevé. Mais il n'y a que 14% de discrets dans le sous-échantillon terre-neuvien, contre 37% dans le sous-échantillon regroupant la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard (où ils proviennent de milieux où le taux varie de faible à élevé). Encore ici, les généralisations reliées aux taux de chômage sont facilement trompeuses!

23. Pour les taux de chômage, voir la note 14.

(3) Le taux local de chômage et les choix partisans :
synthèse

L'analyse de la distribution des appuis partisans en fonction du taux local de chômage dans les grandes régions canadiennes montre clairement qu'il ne convient pas d'affirmer, de façon absolue, la nature d'un lien prévisible entre le taux de chômage et les intentions de vote des Canadiens. Non seulement l'ampleur des liens varie-t-elle selon les régions, mais encore leur direction est-elle parfois contraire dans des régions (voire même des provinces) pourtant voisines.

Ainsi, en utilisant les taux régionaux de chômage, on pourrait croire que plus ils sont élevés, plus les libéraux recueillent d'appuis, le Québec constituant une exception de taille. En ne jetant qu'un regard superficiel aux taux locaux de chômage, on ne perçoit aucun lien entre la variation des taux de chômage et l'appui au Parti libéral. En analysant chaque région, on voit cependant que dans l'Atlantique, plus les taux de chômage sont élevés, plus l'appui au Parti libéral est faible alors que dans le reste du pays, il n'y a aucun lien entre la variation des taux de chômage et l'appui aux libéraux.

On pourrait aussi croire que plus les taux régionaux de chômage sont élevés, plus les progressistes-conservateurs recueillent d'appuis, sauf au Québec, ou encore qu'il n'y a pas de lien entre la variation des taux locaux de chômage et l'appui au Parti progressiste-conservateur. Cependant, un examen attentif des données montre que plus les taux de chômage sont élevés dans l'Atlantique et dans les Prairies, plus les progressistes-conservateurs en bénéficient, alors que l'inverse se produit en Ontario.

Un regard superficiel sur les taux régionaux ou locaux de chômage porterait à penser que plus ils sont faibles, plus les réformistes obtiennent d'appuis. Au contraire, leurs appuis sont d'autant plus élevés en Ontario et dans les Prairies (mais peut-être d'autant plus faibles en Colombie-Britannique) que les taux locaux de chômage y sont élevés.

Au Québec, des taux locaux de chômage élevés semblent bénéficier au Bloc québécois, tandis que dans

l'Atlantique, ce sont des taux de chômage faibles qui profitent aux néo-démocrates.

Chaque grande région est distincte à sa façon quand on étudie attentivement les rapports directs que pourraient avoir les taux de chômage sur les choix partisans.

3. L'insécurité d'emploi

Jusqu'ici, nous avons établi, par rapport à la question du chômage, qu'un portrait d'ensemble de l'électorat canadien est trompeur, car il occulte d'amples variations régionales dans les interactions entre trois variables : le taux de chômage, la priorité accordée au chômage comme enjeu électoral et les choix partisans. Ces variations, rappelons-le, font ressortir un caractère distinct non seulement du Québec, mais aussi de chacune des autres grandes régions du Canada, voire de chaque province.

Certainement convient-il maintenant d'explorer une autre variable associée à la question du chômage : l'insécurité d'emploi ressentie par une fraction de l'électorat. Plus du tiers de tous les répondants au sondage Ekos affirment craindre réellement qu'eux-mêmes ou quelqu'un d'autre dans leur ménage ne touche des prestations d'assurance-chômage au cours des deux prochaines années. Nous nous attarderons donc à brosser un portrait des liens entre cet indicateur, la priorité accordée au chômage comme enjeu électoral et les choix partisans.

a) Le taux de chômage et l'insécurité d'emploi

Le tableau 6 montre que le taux régional de chômage est associé de façon significative à notre indicateur d'insécurité d'emploi, dont le niveau moyen diminue lui aussi d'est en ouest, passant de 43% dans les provinces de l'Atlantique à 29% en Colombie-Britannique : plus le chômage affecte une région, plus ses habitants le craignent pour eux-mêmes ou leur famille immédiate. D'emblée, il n'y a rien là qui distingue l'électorat québécois. Mais nous avons appris à nous méfier des portraits généraux.

b) Le taux local de chômage, l'insécurité d'emploi et la priorité au chômage : analyse régionale

Le tableau 10 montre d'importantes variations régionales dans les interactions entre le taux local de chômage, l'insécurité d'emploi et l'attribution d'une priorité à la lutte au chômage. Dans l'Atlantique, cette priorité l'emporte haut la main, indépendamment des deux autres variables. Au Québec également, au moins la moitié des répondants donnent priorité à la lutte au chômage, quelle que soit la combinaison des deux autres variables. En Ontario, on n'attribue la priorité au chômage que lorsque que l'on ressent soi-même une insécurité d'emploi, sans égard au taux local de chômage. Dans l'Ouest, on ne possède pas assez de réponses des endroits où le taux de chômage est élevé pour faire une analyse aussi fine, mais on remarque tout de même que l'insécurité d'emploi n'affecte pas de façon significative la priorité à la lutte au chômage. Il n'y a donc qu'en Ontario que la crainte de perte d'emploi semble influencer le choix d'un enjeu prioritaire indépendamment du taux local de chômage.

Tableau 10 : Le taux local de chômage, l'insécurité d'emploi et la priorité au chômage : analyse régionale

Taux local de chômage	Atlantique (%)			
	faible		élevé	
Crainte de perte d'emploi	oui	non	oui	non
Chômage prioritaire	61	61	79	57
Autres priorités	39	39	21	43
100% (N)	(28)	(33)	(55)	(61)

	Québec (%)			
Taux local de chômage	faible		élevé	
Crainte de perte d'emploi	oui	non	oui	non
Chômage prioritaire	56	51	50	56
Autres priorités	44	49	50	44
100% (N)	(73)	(103)	(112)	(194)

Test du chi-carré : Atlantique, Québec : $p > 0,10$ (différences non significatives).

Source : Sondage Ekos (avec des données de Statistique Canada).

	Ontario (%)			
Taux local de chômage	faible		élevé	
Crainte de perte d'emploi	oui	non	oui	non
Chômage prioritaire	64	47	66	39
Autres priorités	36	53	34	61
100% (N)	(100)	(201)	(28)	(66)

	Prairies (%)		CB (%)	
Taux local de chômage	faible		faible	
Crainte de perte d'emploi	oui	non	oui	non
Chômage prioritaire	50	40	29	34
Autres priorités	50	60	71	66
100% (N)	(48)	(113)	(55)	(132)

Test du chi-carré : Ontario, $p < 0,01$ (différences significatives); Prairies, Colombie-Britannique : $p > 0,10$ (différences non significatives).

Source : Sondage Ekos (avec des données de Statistique Canada).

c) L'insécurité d'emploi et les choix partisans

Même si, chez les partisans de toutes formations et chez les discrets, il y a nette prédominance des personnes qui ne manifestent pas d'insécurité d'emploi (55%), la crainte du chômage ne semble pas, à première vue, étrangère aux choix partisans de l'électorat canadien, comme on le voit au tableau 11. En effet, toute proportion gardée, c'est parmi les bloquistes (43%), les discrets (39%) et les néo-démocrates (37%) qu'on retrouve le plus de gens qui manifestent une insécurité d'emploi, tandis qu'on en retrouve moins chez les réformistes (30%) et les progressistes-conservateurs (28%). Les partisans du Bloc québécois sont les seuls à se répartir à peu près également entre gens qui craignent une perte d'emploi (43%) et gens qui n'ont pas cette crainte (46%). Cette constatation nous amène à considérer séparément les électors de chaque autre région.

Tableau 11 : L'insécurité d'emploi et les choix partisans : portrait général

	Craint la perte d'emploi (%)	Ne craint pas (%)	Réponse ambigüe ou ne sait pas (%)	Total (N)
Bloc québécois	43	46	11	(175)
NPD	37	47	17	(60)
Libéral	33	54	12	(411)
Réforme	30	62	8	(165)
PC	28	62	10	(284)
Discrets	39	51	10	(223)
<i>Moyenne*</i>	34	55	11	(1474)

Les nombres de chaque rangée s'additionnent pour donner 100% correspondant au nombre non pondéré de répondants.

*La rangée «moyenne» inclut 27 «autres partis» et 120 «sans réponse». Résultats non pondérés.

Test du chi-carré : $p < 0,05$ (différences significatives).

Source : sondage Ekos.

Dans aucune des régions, il n'y a de relation significative entre l'insécurité d'emploi et les choix partisans, comme le montrent les résultats des tests du chi-carré pour chaque pan régional du tableau 12. Il pourrait sembler à première vue qu'au Québec, les personnes qui craignent le plus une perte d'emploi aient davantage tendance à appuyer le Bloc québécois et moins tendance à favoriser les libéraux ou les progressistes-conservateurs; on pourrait aussi penser que les Québécois qui éprouvent de l'insécurité pour leur emploi aient aussi un peu plus tendance à appuyer le Bloc québécois

que ceux qui n'ont pas cette insécurité, mais les différences ne sont pas significatives.

L'analyse log-linéaire des données du tableau 12 confirme que les choix partisans varient selon les régions et que l'insécurité d'emploi varie aussi selon les régions. En revanche, l'analyse log-linéaire montre qu'il n'y a pas de variations significatives des choix partisans (si l'on regroupe les appuis au Bloc québécois et au Parti réformiste) en fonction des variations de l'insécurité d'emploi. En effet, l'insécurité d'emploi est un facteur beaucoup plus relié à l'option constitutionnelle qu'à l'appui d'un parti fédéral: le sondage Ekos révèle qu'en septembre 1993, 64% des Québécois craignant une perte d'emploi favorisent l'indépendance du Québec ou la souveraineté-association, tandis que 48% de ceux qui ne ressentent pas cette insécurité appuient ces positions constitutionnelles nationalistes²⁴. Nous n'insisterons pas sur les facteurs politiques car ils débordent le cadre de cet article. Revenons donc aux facteurs économiques. Puisque l'analyse log-linéaire nous force à conclure qu'il n'y a pas de différences significatives d'une région à l'autre dans les relations entre choix partisans et insécurité d'emploi, examinons si nous pouvons améliorer notre compréhension en introduisant comme variables additionnelles le taux local de chômage et la priorité accordée à l'enjeu du chômage. Celles-ci permettront-elles de faire ressortir les particularités des diverses régions?

24. Test du chi-carré: $p < 0,01$.

Tableau 12 : Insécurité d'emploi et choix partisans : analyse régionale

	Atlantique (%)		Québec (%)	
Crainte de perte d'emploi	oui	non	oui	non
Bloc québécois			39	32
Réforme	1	1		
NPD	4	5	3	1
Libéral	44	38	15	21
PC	26	30	14	20
Autres	1	2	4	1
Discrets	24	24	25	26
100% (N)	(87)	(111)	(187)	(300)

	Ontario (%)		Prairies (%)	
Crainte de perte d'emploi	oui	non	oui	non
Bloc québécois				
Réforme	13	11	25	25
NPD	5	4	7	8
Libéral	42	41	26	26
PC	15	22	12	20
Autres	0	2	4	1
Discrets	25	20	25	20
100% (N)	(122)	(263)	(57)	(134)

	Colombie-Britannique (%)	
Crainte de perte d'emploi	oui	non
Bloc québécois		
Réforme	32	36
NPD	9	4
Libéral	20	18
PC	20	19
Autres	3	5
Discrets	16	18
100% (N)	(52)	(131)

Les nombres de chaque colonne s'additionnent pour donner 100% correspondant au N non pondéré de répondants.

Test du chi-carré : Atlantique, Ontario, Prairies, Colombie-Britannique : $p > 0,10$, Québec, $p > 0,05$ (différences non significatives). Mêmes résultats en répartissant les discrets.

Analyse log-linéaire de contingence multidimensionnelle : pour choix partisans / insécurité d'emploi : $p = 0,24$ (différences non significatives); pour choix partisans / régions : $p = 0,00$, pour insécurité d'emploi / régions : $p = 0,01$ (différences significatives); pour choix partisans / insécurité d'emploi / régions : $p = 0,37$ (différences non significatives entre les régions).

Source : sondage Ekos.

(1) L'insécurité d'emploi, le taux local de chômage et les choix partisans: analyse régionale

Sur la base du programme progressiste-conservateur, axé sur la réduction du déficit et non la lutte au chômage, on aurait pu croire que la combinaison d'un taux local de chômage faible et du sentiment de sécurité d'emploi séduirait un peu partout au Canada la tranche de l'électorat qui manifeste ce profil, mais l'écart en faveur de ce parti n'est significatif au plan statistique que dans les Prairies (tableau 13), où il se peut bien que le facteur purement régional joue davantage. Au Québec, l'impact conjugué d'un taux local de chômage élevé et de la crainte de perte d'emploi semble à première vue défavoriser un appui libéral et y favoriser plutôt un appui bloquiste, mais les différences ne sont pas significatives au plan statistique.

On a déjà vu plus haut (tableau 12) que, dans aucune région du Canada, les choix partisans ne varient en fonction du sentiment d'insécurité d'emploi. L'analyse log-linéaire des données du tableau 13 confirme que cette relation (ou plutôt cette absence de relation) ne varie pas de façon significative d'une région à l'autre et qu'elle ne varie pas non plus en fonction du taux local de chômage. L'absence de relation entre choix partisans et insécurité d'emploi demeure également constante d'une région à l'autre même si l'on contrôle le taux local de chômage.

Tableau 13 : L'insécurité d'emploi, le taux local de chômage et les choix partisans : analyse régionale

	Atlantique (%)			
Taux local de chômage	faible		élevé	
Crainte de perte d'emploi	oui	non	oui	non
Bloc québécois				
Réforme	4	3	0	0
NPD	4	12	4	2
Libéral	54	31	36	35
PC	11	30	34	33
Autres	3	3	0	2
Discrets	25	22	26	28
100% (N)	(28)	(32)	(53)	(61)

Les nombres de chaque colonne s'additionnent pour donner 100% correspondant au nombre non pondéré de répondants.

Test du chi-carré : Atlantique, $p > 0,10$ (différences non significatives). Mêmes résultats en répartissant les discrets.

	Québec (%)			
Taux local de chômage	faible		élevé	
Crainte de perte d'emploi	oui	non	oui	non
Bloc québécois	32	35	43	32
Réforme				
NPD	6	2	1	0
Libéral	19	15	13	24
PC	12	25	15	17
Autres	5	0	3	2
Discrets	26	23	25	25
100% (N)	(71)	(103)	(110)	(189)

Les nombres de chaque colonne s'additionnent pour donner 100% correspondant au nombre non pondéré de répondants.

Test du chi-carré : Québec, $p > 0,05$ (différences non significatives). Mêmes résultats en répartissant les discrets.

	Ontario (%)			
Taux local de chômage	faible		élevé	
Crainte de perte d'emploi	oui	non	oui	non
Bloc québécois				
Réforme	13	10	15	17
NPD	4	5	11	4
Libéral	42	40	44	45
PC	18	22	4	16
Autres	0	2	0	2
Discrets	23	22	27	16
100% (N)	(93)	(194)	(27)	(62)

Les nombres de chaque colonne s'additionnent pour donner 100% correspondant au nombre non pondéré de répondants.

Test du chi-carré : Ontario, $p > 0,10$ (différences non significatives). Mêmes résultats en répartissant les discrets.

	Prairies		CB	
Taux local de chômage	faible		faible	
Crainte de perte d'emploi	oui	non	oui	non
Bloc québécois				
Réforme	27	27	33	36
NPD	9	7	9	4
Libéral	22	25	20	18
PC	11	22	20	19
Autres	5	0	3	5
Discrets	26	19	14	18
100% (N)	(47)	(112)	(50)	(130)

Les nombres de chaque colonne s'additionnent pour donner 100% correspondant au nombre non pondéré de répondants.

Test du chi-carré : Prairies : $p < 0,01$ (différences significatives); Colombie-Britannique, $p > 0,10$ (différences non significatives).

Mêmes résultats en répartissant les discrets.

Analyse log-linéaire de contingence multidimensionnelle : pour choix partisans / insécurité d'emploi / taux local de chômage : $p = 0,63$ (différences non significatives entre les taux de chômage);

pour choix partisans / insécurité d'emploi / régions : $p = 0,24$ (différences non significatives entre les régions); pour choix partisans / taux local de chômage / régions : $p = 0,02$ (différences significatives entre les régions);

pour insécurité d'emploi / taux local de chômage / régions : $p = 0,62$ (différences non significatives entre les régions);

pour choix partisans / insécurité d'emploi / taux local de chômage / régions : $p = 0,93$ (différences non significatives entre les régions si l'on contrôle le taux de chômage).

Source : Sondage Ekos (avec des données de Statistique Canada).

(2) L'insécurité d'emploi, la priorité au chômage local et les choix partisans : analyse régionale.

Dans chacune des régions du Canada, le Parti libéral obtient toujours ses meilleurs résultats chez les personnes qui identifient la lutte au chômage comme enjeu prioritaire, qu'ils manifestent ou non une insécurité d'emploi. C'est ce qu'on voit d'abord au tableau 14.

On remarque ensuite que, dans toutes les régions où ils sont présents, le Parti progressiste-conservateur et le Parti réformiste trouvent leurs appuis les plus forts parmi les gens qui identifient un enjeu électoral autre que le chômage. En général, cela se confirme, que ces personnes manifestent ou non une insécurité d'emploi. Cependant, ce n'est pas toujours évident. Au Québec et dans les Prairies, ceux qui ne donnent pas la priorité au chômage tout en craignant une perte d'emploi donnent l'impression d'être moins portés vers les progressistes-conservateurs; en Ontario, ceux qui ne donnent pas la priorité au chômage mais ne craignent pas une perte d'emploi sont moins portés vers les réformistes. Il s'agit donc d'une tendance générale qui pourrait appeler des nuances régionales. En réalité, l'analyse log-linéaire des données du tableau 14 établit qu'il n'y a pas de différences significatives d'une région à l'autre dans les relations observables entre les choix partisans et les enjeux électoraux, à condition, bien sûr, de regrouper les appuis au Bloc québécois et au Parti réformiste.

Tableau 14 : L'insécurité d'emploi, la priorité au chômage et les choix partisans : analyse régionale.

	Atlantique (%)			
Enjeu prioritaire	chômage		autre	
Crainte de perte d'emploi	oui	non	oui	non
Bloc québécois				
Réforme	0	1	4	0
NPD	3	8	4	2
Libéral	49	44	32	31
PC	22	24	37	37
Autres	1	2	0	2
Discrets	24	21	23	28
100% (N)	(62)	(63)	(25)	(48)

Les nombres de chaque colonne s'additionnent pour donner 100% correspondant au nombre non pondéré de répondants.

Test du chi-carré : Atlantique, $p > 0,10$ (différences non significatives). Mêmes résultats en répartissant les discrets.

	Québec (%)			
Enjeu prioritaire	chômage		autre	
Crainte de perte d'emploi	oui	non	oui	non
Bloc québécois	37	27	41	37
Réforme				
NPD	3	1	3	1
Libéral	22	26	6	15
PC	13	17	16	23
Autres	4	1	4	1
Discrets	21	28	30	23
100% (N)	(100)	(162)	(87)	(138)

Les nombres de chaque colonne s'additionnent pour donner 100% correspondant au nombre non pondéré de répondants.

Test du chi-carré : Québec, $p > 0,05$ (différences non significatives). Mêmes résultats en répartissant les discrets.

	Ontario (%)			
Enjeu prioritaire	chômage		autre	
Crainte de perte d'emploi	oui	non	oui	non
Bloc québécois				
Réforme	7	10	24	12
NPD	8	6	0	3
Libéral	53	45	23	37
PC	8	15	28	27
Autres	0	2	0	1
Discrets	25	22	25	19
100% (N)	(78)	(116)	(44)	(147)

Les nombres de chaque colonne s'additionnent pour donner 100% correspondant au nombre non pondéré de répondants.

Test du chi-carré : Ontario, $p < 0,01$ (différences significatives).
Mêmes résultats en répartissant les discrets.

	Prairies (%)			
Enjeu prioritaire	chômage		autre	
Crainte de perte d'emploi	oui	non	oui	non
Bloc québécois				
Réforme	15	15	34	33
NPD	7	11	7	6
Libéral	31	39	22	18
PC	13	9	11	28
Autres	0	0	7	1
Discrets	34	27	19	15
100% (N)	(29)	(55)	(28)	(79)

Les nombres de chaque colonne s'additionnent pour donner 100% correspondant au nombre non pondéré de répondants.

Test du chi-carré : Prairies, $p < 0,01$ (différences significatives).
Mêmes résultats en répartissant les discrets.

	Colombie-Britannique (%)			
Enjeu prioritaire	chômage		autre	
Crainte de perte d'emploi	oui	non	oui	non
Bloc québécois				
Réforme	26	255	35	42
NPD	10	11	8	1
Libéral	32	33	14	10
PC	5	10	27	24
Autres	5	0	3	7
Discrets	21	22	13	16
100% (N)	(18)	(44)	(34)	(87)

Test du chi-carré : Colombie-Britannique, $p < 0,05$ (différences significatives). Mêmes résultats en répartissant les discrets.

Analyse log-linéaire de contingence multidimensionnelle :

pour choix partisans / insécurité d'emploi / enjeux : $p = 0,51$ (différences non significatives entre les enjeux);

pour choix partisans / insécurité d'emploi / régions : $p = 0,30$ (différences non significatives entre les régions);

pour choix partisans / enjeux / régions : $p = 0,29$ (différences non significatives entre les régions);

pour insécurité d'emploi / enjeu / régions : $p = 0,18$ (différences non significatives entre les régions);

pour choix partisans / insécurité d'emploi / enjeux / régions : $p = 0,15$ (différences non significatives entre les régions si l'on contrôle les enjeux).

Source : Sondage Ekos.

Au Québec, même si les différences ne sont pas significatives ($p > 0,05$), la disparité entre les appuis au Bloc québécois et au Parti libéral se remarque surtout parmi l'électorat qui n'identifie pas la lutte au chômage comme priorité, en particulier parmi les personnes qui craignent une perte d'emploi (41 % contre 6 %), mais aussi chez ceux qui ressentent plus de sécurité (37 % contre 23 %). D'autre part, les bloquistes obtiennent leurs appuis les plus faibles (27 %) et les libéraux leurs appuis les plus élevés (26 %) quand le chômage est l'enjeu prioritaire sans pourtant qu'il ne s'accompagne d'une insécurité d'emploi. Quand la priorité va au chômage et qu'il y a crainte de perte d'emploi, la faveur bloquiste (37 %) distance plus nettement l'appui aux libéraux (22 %). Enfin, il faut noter que, chez les gens qui craignent une perte d'emploi, les libéraux obtiennent beaucoup plus d'appuis auprès de ceux qui accordent la priorité au chômage (22 %) qu'à un autre enjeu (6 %); chez les bloquistes, c'est l'inverse qui se produit, même si la différence n'est pas très grande (37 % contre 41 %).

Tout concourt donc à faire ressortir la plus grande importance des enjeux électoraux que de l'insécurité économique, confirmant ainsi ce que nous avons vu aux tableaux 5 et 12. L'analyse log-linéaire établit qu'il n'y a pas de différences significatives d'une région à l'autre dans les relations observables entre choix partisans et enjeux électoraux ni entre insécurité d'emploi et enjeux électoraux. Il n'y a pas non plus de différences significatives dans l'absence de relation observable entre choix partisans et insécurité d'emploi d'une région à l'autre ou lorsque l'on contrôle les enjeux électoraux.

4. Le statut d'emploi

Il nous reste à examiner si le fait d'être en chômage influence les choix partisans. Il est rare que l'on dispose d'un échantillon suffisant de chômeurs pour soumettre des données empiriques à un test statistique. L'échantillon du sondage Ekos comprend 135 personnes déclarant être en chômage au moment des entrevues, soit 9 % de l'échantillon canadien

total. Ceci ne laisse que de 14 à 40 chômeurs par région, ce qui est peu. Néanmoins, avec toutes les précautions d'usage, nous jetterons un coup d'œil sur leurs profils, en les comparant aux personnes qui ont un emploi et à celles qui, sans détenir d'emploi, ne se déclarent pas «en chômage»²⁵.

Les taux de chômage variant d'une région du pays à l'autre, il n'est pas étonnant de retrouver dans les sondages des proportions plus élevées de chômeurs dans certains sous-échantillons régionaux. L'analyse log-linéaire des données du tableau 15 établit que la distribution du statut d'emploi des répondants au sondage Ekos varie de façon significative d'une région du Canada à l'autre. Cependant, le test du chi-carré ne révèle qu'en Ontario des différences significatives entre le statut d'emploi et les choix partisans: dans cette province, on remarque en particulier que les gens qui ont un emploi sont deux fois plus portés à appuyer les réformistes (15%) que ceux qui n'en ont pas (7% tant chez les chômeurs que les "autres"). Les Ontariens sans emploi mais qui ne se considèrent pas en chômage sont pour leur part plus portés que les autres à appuyer les progressistes-conservateurs et moins portés à appuyer les libéraux. Les chômeurs ne se distinguent que par leur plus grande tendance à appuyer les néo-démocrates. Comme il n'y a qu'en Ontario qu'on observe un lien significatif entre les variables, l'analyse log-linéaire conclut à l'absence de différences significatives d'une région à l'autre dans les relations entre le statut d'emploi et les choix partisans. Le petit nombre de chômeurs dans chaque échantillon régional rend impossible ou du moins peu fiable toute analyse statistique plus poussée.

25. Il s'agit d'étudiants, de retraités, gens au foyer, etc.

Tableau 15 : Statut d'emploi et choix partisans : analyse régionale

	Atlantique (%)		
Statut d'emploi	employé	chômeur	autre
Bloc québécois			
Réforme	2	0	0
NPD	3	8	5
Libéral	38	42	45
PC	33	30	21
Autres	1	4	1
Discrets	23	16	27
100% (N)	(117)	(24)	(57)

Les nombres de chaque colonne s'additionnent pour donner 100% correspondant au N non pondéré de cette ligne.

Test du chi-carré (statut d'emploi : employé, chômeur, autre) : Atlantique, $p > 0,10$ (différences non significatives). Mêmes résultats en répartissant les discrets.

	Québec (%)		
Statut d'emploi	employé	chômeur	autre
Bloc québécois	38	33	32
Réforme			
NPD	2	0	1
Libéral	16	16	22
PC	18	29	15
Autres	2	4	2
Discrets	24	18	28
100% (N)	(272)	(29)	(198)

Les nombres de chaque colonne s'additionnent pour donner 100% correspondant au N non pondéré de cette ligne.

Test du chi-carré (statut d'emploi : employé, chômeur, autre) : Québec, $p > 0,10$ (différences non significatives). Mêmes résultats en répartissant les discrets.

	Ontario (%)		
Statut d'emploi	employé	chômeur	autre
Bloc québécois			
Réforme	15	7	7
NPD	4	10	3
Libéral	43	47	37
PC	17	16	25
Autres	1	0	2
Discrets	20	20	25
100% (N)	(221)	(40)	(124)

Les nombres de chaque colonne s'additionnent pour donner 100% correspondant au N non pondéré de cette ligne.

Test du chi-carré (statut d'emploi : employé, chômeur, autre) : Ontario, $p < 0,05$ (différences significatives). Mêmes résultats en répartissant les discrets.

	Prairies (%)		
Statut d'emploi	employé	chômeur	autre
Bloc québécois			
Réforme	32	33	12
NPD	8	5	8
Libéral	20	27	38
PC	19	14	15
Autres	2	0	2
Discrets	20	21	24
100% (N)	(121)	(16)	(58)

Les nombres de chaque colonne s'additionnent pour donner 100% correspondant au N non pondéré de cette ligne.

Test du chi-carré (statut d'emploi : employé, chômeur, autre) : Prairies, $p > 0,05$ (différences non significatives). Mêmes résultats en répartissant les discrets.

	Colombie-Britannique (%)		
Statut d'emploi	employé	chômeur	autre
Bloc québécois			
Réforme	38	29	29
NPD	3	0	10
Libéral	20	12	17
PC	17	12	24
Autres	4	0	6
Discrets	17	46	14
100% (N)	(112)	(14)	(58)

Les nombres de chaque colonne s'additionnent pour donner 100% correspondant au N non pondéré de cette ligne.

Test du chi-carré (statut d'emploi : employé, chômeur, autre) : Colombie-Britannique, $p > 0,10$ (différences non significatives).
Mêmes résultats en répartissant les discrets.

Analyse log-linéaire de contingence multidimensionnelle pour choix partisans / statut d'emploi (chômeur ou non) : $p = 0,09$ (différences non significatives);

pour choix partisans / régions : $p = 0,00$ (différences significatives);

pour statut d'emploi (chômeur ou non) / régions : $p = 0,04$ (différences significatives);

pour choix partisans / statut d'emploi (chômeur ou non) / régions : $p = 0,19$ (différences non significatives entre les régions).

Source : sondage Ekos.

III- RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS

Ayant établi que les programmes électoraux constituent, aux yeux de l'électorat de chaque région, le principal facteur de choix partisan dans toutes les régions du Canada et que la question du chômage s'impose comme l'enjeu dominant de la campagne électorale de l'automne 1993, nous avons tenté de cerner quelques liens entre cette question et l'appui aux formations politiques. Nous l'avons fait en cherchant à vérifier l'hypothèse que les choix particuliers de chaque région du Canada reflètent des attitudes différentes à l'égard de l'enjeu du chômage. Le tableau 16 résume les résultats les plus importants.

Dès le départ, notre analyse atteste que chaque région se caractérise par une ventilation différente des attitudes face aux principaux enjeux électoraux et par une distribution caractéristique des choix partisans — la particularité la plus évidente étant naturellement la présence du Bloc québécois mais aussi l'absence du Parti réformiste au Québec. Cependant, même en regroupant pour fins d'analyse les appuis au Bloc québécois et au Parti réformiste, nous trouvons des variations régionales significatives dans la distribution des choix partisans.

Ayant décrit comment l'importance du *chômage comme enjeu électoral* varie selon les régions du pays, nous avons montré que l'attribution d'une priorité à un enjeu plutôt qu'à un autre est liée aux choix partisans, dont certains seulement sont constants à travers le Canada: dans toutes les régions, le Parti libéral recueille plus que n'importe quel autre parti l'appui des répondants donnant priorité à la lutte au chômage; dans chaque région aussi, les libéraux récoltent plus d'appuis chez les électeurs qui donnent priorité au chômage qu'auprès de ceux qui préconisent d'abord la lutte au déficit; à l'inverse, dans toutes les régions où ils sont présents, les progressistes-conservateurs et les réformistes récoltent plus d'appuis chez les électeurs qui donnent priorité au déficit qu'auprès de ceux qui préconisent d'abord la lutte au chômage. Il y a cependant

Tableau 16 : Synthèse des analyses log-linéaires de contingence multidimensionnelle

On fixe habituellement à 0,05 le seuil de signification statistique; au-delà de ce seuil ($p > 0,05$), les différences observables pourraient simplement être dues au hasard. Dans ce tableau, OUI indique des différences significatives, NON indique des différences non significatives.

A) Analyses à deux dimensions : des différences dans une variable sont-elles associées de façon significative à des différences d'une autre variable?

	choix partisans	région	insécurité d'emploi
choix partisans		OUI	NON
enjeu électoral	OUI	OUI	OUI
taux local de chômage	NON	OUI	NON
insécurité d'emploi	NON	OUI	
statut d'emploi	NON	OUI	

B) Analyses à trois dimensions : les relations entre les variables du tableau sont-elles différentes d'une *région* à l'autre?

<i>(région)</i>	choix partisans	insécurité d'emploi
enjeu électoral	NON	NON
taux local de chômage	OUI	NON
insécurité d'emploi	NON	
statut d'emploi	NON	

C) Analyses à trois dimensions : les relations entre l'*insécurité d'emploi* et les *choix partisans* sont-elles différentes quand le taux local de chômage varie? NON.

D) Analyses à quatre dimensions : les relations entre l'*insécurité d'emploi* et les *choix partisans* sont-elles différentes d'une région à l'autre, si l'on contrôle pour...

... le *taux local de chômage*? NON.

... les *enjeux électoraux*? NON.

des divergences qui appuient la thèse du caractère distinctif de chaque grande région canadienne: d'une part, selon la région, ce sont différents partis qui recueillent plus que leurs adversaires l'appui des répondants donnant priorité à la lutte au déficit plutôt qu'au chômage; d'autre part, on observe plusieurs particularités régionales quant aux liens entre les choix partisans et la priorité à d'autres enjeux, comme l'éducation et la formation professionnelle.

Nous avons fait ressortir comment une étiquette regroupant le "reste du Canada" est trompeuse parce qu'elle masque de nombreuses particularités régionales; ainsi, les *taux régionaux de chômage* ne sont pas de bons indicateurs

parce qu'ils occultent les différences importantes du chômage à l'intérieur d'une région. Il faut leur préférer le taux local de chômage dans la zone économique du répondant. Ceci dit, les liens entre le taux local de chômage et les choix partisans varient non seulement selon les régions, mais même entre les provinces d'une même région. En somme, nous mettons en doute l'opportunité de quelque indicateur du taux de chômage comme facteur de choix partisan quand l'analyse est menée à un niveau pancanadien et exprimons des réserves pour les analyses faites au niveau régional²⁶.

Nous avons ensuite exploré une variable reliée à l'*insécurité d'emploi* et trouvé des variations significatives d'une région à l'autre. Nous n'avons cependant pas pu établir de lien direct ou indirect entre l'insécurité d'emploi et les choix partisans. Tout au plus avons-nous noté que l'impact conjugué d'un taux local de chômage élevé et de la crainte de perte d'emploi tend à défavoriser un appui libéral au Québec et y favoriser plutôt un appui bloquiste, tout en demeurant sans effet dans les autres régions. Dans chacune des régions du Canada, le Parti libéral obtient toujours ses meilleurs résultats chez les personnes qui identifient la lutte au chômage comme enjeu prioritaire, qu'ils manifestent ou non une insécurité d'emploi.

Enfin, nous avons comparé les personnes en chômage aux autres Canadiens. Sauf en Ontario, nous n'avons trouvé aucun lien entre le *statut d'emploi* et les choix partisans et avons dû conclure à l'absence générale de variations régionales significatives.

Partant de l'évidence qu'aux élections fédérales de 1993 le Québec manifeste un ensemble de choix distinctifs, notre première conclusion est donc que non seulement chacune des autres régions du Canada manifeste aussi des choix distinctifs, mais encore que les choix particuliers de chaque région reflètent notamment des attitudes différentes devant les enjeux électoraux. Ceci nous amène à confirmer

26. Les «régions» dont il s'agit ici sont bien entendu les cinq grandes régions canadiennes et non les petites régions à l'intérieur des provinces.

l'hypothèse nulle établie au départ. Nous voyons le système partisan fédéral comme une juxtaposition de cocons régionaux (voire provinciaux) plus ou moins isolés les uns des autres, où les motivations et les choix se présentent sous une variété de combinaisons, parfois convergentes, souvent divergentes.

Par ailleurs, en ce qui concerne la campagne fédérale de 1993, tout concourt dans notre analyse à faire ressortir la plus grande importance électorale de la perception populaire des enjeux électoraux que des taux de chômage, de l'insécurité d'emploi ou du statut d'emploi, encore que le taux local de chômage puisse à l'occasion intervenir comme modulateur des tendances régionales. Nous avons en effet établi qu'à l'automne 1993 la perception populaire des enjeux électoraux n'est pas directement ou de façon uniforme tributaire de la plus ou moins grande insécurité d'emploi ressentie par le public, ni des taux régionaux ou locaux de chômage identifiables dans le mois qui précède le scrutin. Comme nous n'avons pas mesuré la différence entre le taux local ou régional de chômage pendant la campagne électorale et le taux de chômage moyen au cours des cinq années précédentes, nous ne sommes cependant pas en mesure de rejeter catégoriquement les conclusions de Nadeau et Blais (1993), lorsqu'ils mettent de l'avant un modèle de vote rétrospectif. Néanmoins, nous inclinons davantage en faveur d'une interprétation politique que d'une explication macro-économique et nous sommes plutôt portés à croire que la perception populaire des enjeux électoraux ne reflète pas nécessairement les conditions économiques objectives ou même leurs variations. Cette perception, selon nous, peut tout aussi bien refléter les grands courants de pensée véhiculés par les médias, les stratégies politiques et les leaders d'opinion en général. Ce faisant, nous rejoignons Clarke *et al.* ainsi qu'Archer et Johnson en minimisant l'importance des conditions économiques objectives au profit des facteurs politiques.

Chose certaine, pour la campagne électorale de l'automne 1993, nous devons conclure que des conditions économiques objectives, comme le taux de chômage et le fait d'être chômeur, ou une attitude non politique, comme

l'insécurité d'emploi, sont moins pertinentes eu égard aux choix partisans que l'association établie par l'électeur entre cette question économique et la position d'un parti politique, association qui manifeste sans doute l'habileté des partis soit à façonner l'opinion publique, soit à s'identifier au courant d'opinion dominant dans certains milieux à propos des questions économiques.

Bibliographie

- Archer, Keith et M. Johnson, «Inflation, Unemployment and Canadian Federal Voting Behaviour», *Revue canadienne de science politique*, vol. XXI, n°3, 1988, p. 569-584.
- Blalock, Hubert M., jr., *Social Statistics*, 2e ed., New York, McGraw-Hill, 1972.
- Clarke, Harold D., Larry Leduc, Jane Jenson et Jon Pammett, *Political Choice in Canada*, Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1979.
- Gingras, François-Pierre, Benoît Gauthier et Frank Graves, «Le mandat des députés fédéraux du Québec à la Chambre des Communes: vérités, demi-vérités et mensonges», au colloque de la Société québécoise de science politique dans le cadre du congrès de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, Montréal, 1994a.
- Gingras, François-Pierre, Benoît Gauthier, Frank Graves, Jean Laponce et Christa Scholtz, «Setting the Record Straight about the 1993 Federal Election», au congrès de l'Association canadienne de science politique lors des réunions des Sociétés savantes, Calgary, 1994b.
- Guérin, Daniel et Richard Nadeau, «Conjoncture économique et comportement électoral au Québec», *Recherches sociographiques*, vol. XXXVI, n°1, 1995, p. 65-76.
- Happy, J.R., «Economic Performance and Retrospective Voting in Canadian Federal Elections», *Revue canadienne de science politique*, vol. XXII, n°2, 1989, p. 377-387.
- Johnston, Richard, *Public Opinion and Public Policy in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1986.

La Presse, «Le chômage et la dette de l'État demeurent les problèmes les plus importants du pays, estiment les Canadiens», 31 juillet 1995, p. A6.

Nadeau, Richard et André Blais, «Explaining Election Outcomes in Canada: Economy and Politics», *Revue canadienne de science politique*, vol. XXVI n°4, 1993, p. 773-790.

Notice méthodologique

Le sondage sur lequel repose principalement cet article n'a été commandité par aucun parti politique ou média, mais fut une initiative des Associés de recherche Ekos, une équipe multidisciplinaire de chercheurs chevronnés dont le siège social est à Ottawa. Il s'agit d'une des dix firmes canadiennes les plus importantes dans le domaine de la recherche sociale, la recherche économique et l'évaluation de programmes gouvernementaux.

La population d'étude était l'ensemble des personnes ayant droit de vote à l'élection fédérale du 25 octobre 1993 et pouvant compléter une entrevue en français ou en anglais. L'échantillon était de type aléatoire stratifié (par les cinq régions canadiennes) et surreprésentait l'électorat du Québec. L'échantillon a été tiré d'une banque de numéros de téléphone inscrits à l'annuaire et complété de numéros produits aléatoirement de sorte à inclure les numéros confidentiels et récemment inscrits. À l'intérieur des ménages, la personne à interroger a été choisie d'après le plus récent anniversaire afin d'assurer une sélection aléatoire.

Les téléphonistes d'Ekos ont mené les entrevues téléphoniques, d'une durée moyenne de 12 minutes, du 24 au 28 septembre 1993. Le centre de sondage d'Ekos est situé à Hull et compte 48 postes assistés par ordinateur. On a complété un total de 1505 entrevues, dont 508 au Québec. Le taux de réponse s'établit à 46%, un taux comparable sinon meilleur que ceux des autres sondages électoraux de la même période. On a pondéré les données de façon à assurer une meilleure représentativité de la population et compenser les effets de la stratification de l'échantillon. La pondération tient compte des indicatifs téléphoniques régionaux, de la langue, du sexe et de l'âge des personnes interrogées. La marge

d'erreur diminue avec la taille de l'échantillon, pour un même niveau de confiance de 95%. Les résultats pancanadiens sont fiables à l'intérieur d'une marge d'erreur de $\pm 2,5\%$, tandis que les résultats du sous-échantillon québécois comportent une marge d'erreur de $\pm 4,3\%$.

Ekos utilise le logiciel *Interviewer* pour les entrevues téléphoniques et le logiciel *StatXP* pour les compilations statistiques, sauf indication contraire. Ces deux logiciels ont été conçus par Info Zéro Un, une entreprise montréalaise.